

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Lettre au président de la République

- Social -

Date de mise en ligne : dimanche 23 septembre 2007

Démocratie & Socialisme

Monsieur M.B.

13770 Venelles

Marseille, le 14 juin 2007

A Monsieur Le Président de la République Nicolas Sarkozy

Monsieur le Président,

Le 2 août 2006, il est 7h du matin, mon fils Jérôme quitte son domicile à Nice pour se rendre à son travail à Sophia Antipolis (Nice). Il embrasse sa femme enceinte de 6mois. Ils se sont mariés le 29 avril 2007 et dans le même temps, il a trouvé un travail chez TFN la Maintenance de Paris.

A 32 ans, c'est enfin le bonheur de construire sa vie après des années de galère.

Ce soir son épouse Samira ne l'entendra pas rentrer et pourtant le matin avant de partir, elle lui avait demandé ce qu'il souhaitait manger. La vie au quotidien d'un jeune couple à qui l'avenir est offert.

Il est 16h sur le site de Galderma, le drame se produit, Jérôme fait une chute de plusieurs mètres. Il décèdera vers 19h à l'hôpital de Nice. Il vient de perdre la vie en allant la gagner.

Me voici avec le désespoir de l'absence d'un fils trop tôt disparu. Une jeune maman pleure l'injustice de ne plus voir l'être aimé. Célia est née le 17 octobre 2007. Elle va sourire aux photos d'un papa dont elle sera privée d'amour.

Dix mois après, nous voici désespérés devant le silence de la justice. C'est moi qui téléphone régulièrement au tribunal de Grasse pour m'entendre répondre qu'un complément d'enquête a été demandé. Pour nous, pas d'accompagnement, pas d'information, le froid silence d'une institution nommée la justice de la République.

Pourtant, les seules informations dont je dispose sur l'accident sont édifiantes.

Mon fils est mort comme l'indique l'inspectrice du travail dans son procès verbal du CHSCT « par manque de sécurité collective, manque de sécurité individuelle, pas de formation aux risques liés à l'environnement de travail, défaut de visite médicale d'embauche ».

Il revient, aujourd'hui, à la justice de rechercher les responsabilités. Mais, j'attends de votre gouvernement et de vous en tant que Président de la République d'engager une véritable politique de prévention des risques au travail pour que cesse cette abomination de 2 décès par jour dû aux accidents du travail.

Vous avez initié une politique pour réduire le nombre de mort par accident de la route.

Les radars de ce point de vue ont été efficaces. En s'inspirant de cette action, ne faut-il pas multiplier les contrôles de l'inspection du travail en affectant des moyens humains et matériels supplémentaires qui leur permettent

Lettre au président de la République

d'effectuer dans de bonnes conditions leurs missions.

Pour qu'enfin, le respect de l'intégrité des salariés soit mieux pris en compte pour éviter de tel drame !

Monsieur le Président de la République, nous sommes des milliers dans ce pays à avoir vu un être cher partir au travail et ne jamais revenir.

C'est aussi au sens de votre humanité que j'en appelle en faisant de la sécurité au travail une priorité de votre action à venir.

Je me place sous votre haute bienveillance afin d'obtenir une audience auprès des différents ministères concernés.

Dans l'attente, veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, mes respectueuses salutations.

Monsieur M.B.

Copie du courrier à : Monsieur Jean Louis Borloo Ministre des Finances, de l'Economie et de l'Emploi du travail et Rachida Dati Ministre de la Justice.